

Blaise Metreweli devient la première femme à diriger le MI6

Category: 2020-2030,Actualités,MI6 (GB),Renseignement
23 octobre 2025



Blaise Metreweli devient la première femme à diriger le MI6, après une carrière alliant terrain, cybersécurité et intelligence artificielle, marquée par une approche moderne du renseignement fondée sur la diversité et l'innovation. Sa nomination symbolise une évolution majeure d'un univers longtemps masculin vers un leadership fondé sur la compétence, la lucidité technologique et la discrétion stratégique.

Il y a quelque chose de profondément symbolique dans cette nomination... En plus d'un parfum de cinéma. Blaise Metreweli devient en effet la première femme à diriger les services secrets les plus mythiques au monde. Et, ironie de l'histoire : avant d'être "C", elle était "Q". Celle qui, dans l'univers de James Bond, conçoit les gadgets, maîtrise la technologie, pense l'innovation. Sauf que là, il ne s'agit pas d'un scénario.

Diplômée d'anthropologie à Cambridge, ancienne rameuse de haut niveau, Blaise Metreweli a commencé sur le terrain, au Moyen-Orient. Elle a servi sur plusieurs théâtres d'opération, puis dirigé des missions de cybersécurité et d'intelligence artificielle. Une trajectoire complète, qui réconcilie l'opérationnel, le technologique et le stratégique.

Elle a travaillé au MI5 (renseignement intérieur) puis au MI6 (renseignement extérieur). Elle parle arabe, comprend les réseaux humains et numériques. Surtout, elle défend une vision du renseignement profondément moderne : celle d'un service qui valorise la neurodiversité, ces profils dits "atypiques" qu'elle considère comme des forces et non pas des anomalies. Elle a compris que les intuitions singulières peuvent devenir un atout national à l'heure où il est essentiel de savoir regarder là où personne ne pense à le faire.

Ceux qui ont croisé Blaise Metreweli parlent d'une intelligence calme et d'une exigence silencieuse, avec un style de commandement qui tranche : sans ego, sans posture, mais avec une compréhension aiguë des enjeux contemporains que sont la technologie, la diversité et la

géopolitique.

Comme le veut la tradition, elle signera désormais ses ordres à l'encre verte, héritage du tout premier directeur du MI6, Sir Mansfield Smith-Cumming.

En France, comme ailleurs, le renseignement reste un univers où les femmes sont encore rares à des postes de direction.

On y parle souvent de "vocation", rarement de "carrière". Et pourtant, elles sont nombreuses à servir, sur le terrain, dans les analyses, dans les liaisons internationales, avec la même exigence, loyauté et endurance que les hommes.

Je sais ce que cela représente, cette nomination, pour celles qui servent ou ont servi dans l'ombre. En devenant "C", le nom de code du chef du MI6, Blaise Metreweli prend place dans une lignée prestigieuse.

Elle démontre qu'une femme à la tête du MI6, ne doit rien au hasard ou à la démagogie. C'est le reflet d'une époque où la force tranquille et la pensée complexe deviennent les meilleures armes d'un pays.

Je ne crois pas aux coïncidences, dans ce milieu-là. Seulement aux signaux : et celui-ci est fort !

Maï-Linh CAMUS

[LinkedIn](#)

16 octobre 2025

[Histoire : Que s'est-il passé le 17 octobre 1961 à Paris ?](#)

Category: 1955-1962,2020-2030,Global,Guerre d'Algérie (1954-1962)

23 octobre 2025



La guerre d'indépendance algérienne se déroula également en métropole, y provoquant des milliers de morts. Pour la période du 1^{er} janvier 1956 au 23 janvier 1962, 10 223 attentats y furent ainsi commis par le FLN. Pour le seul département de la Seine, entre le 1^{er} janvier 1956

et le 31 décembre 1962, 1 433 Algériens opposés au FLN furent tués et 1 726 autres blessés (Valat, 2007:27-28). Au total, de janvier 1955 au 1^{er} juillet 1962, en Métropole, le FLN assassina 6 000 Algériens et en blessa 9 000 autres.

Face à ces actes de terrorisme visant à prendre le contrôle de la population algérienne vivant en France, le 5 octobre 1961, un couvre-feu fut imposé à cette dernière afin de gêner les communications des réseaux du FLN et l'acheminement des armes vers les dépôts clandestins.

En réaction, le 17 octobre 1961, le FLN décida alors de manifester. Assaillis de toutes parts, les 1 658 hommes des forces de l'ordre rassemblés en urgence, et non les 7000 comme cela est encore trop souvent écrit, sont, sous la plume de militants auto-baptisés « historiens », accusés d'avoir massacré 300 manifestants, d'en avoir jeté des dizaines à la Seine et d'en avoir blessé 2 300. (Voir :Lugan, B., (2017) « 17 octobre 1961, un massacre imaginaire ». Chapitre IX du livre « [Algérie l'Histoire à l'endroit](#) »).

La fabrication d'un massacre

L'histoire officielle du « massacre » du 17 octobre 1961 à Paris repose sur trois livres :

1) Celui d'Ali Haroun publié en 1986. Il s'agit d'un recueil de souvenirs rédigés par d'anciens responsables de la fédération du FLN en France sous forme d'un plaidoyer militant et valorisant.

2) Celui de Jean-Luc Einaudi publié en 1991 porte sur la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris. L'auteur, un militant marxiste, ancien maoïste, n'avait pas de formation historique, ce qui explique ses nombreuses errances méthodologiques.

3) S'appuyant sur Haroun et Einaudi, deux universitaires britanniques, House et MacMaster publièrent en 2008 un livre passant totalement sous silence la guerre FLN-MNA et attribuant aux forces de police la totalité des Nord-Africains tués en France[1].

Des auteurs de second rang paraphrasèrent ensuite ces trois ouvrages, répétant les mêmes arguments pourtant réduits à néant par les travaux historiques.

Dans ces publications, l'on retrouve en effet les mêmes chiffres, les mêmes cadavres inventés et une constante inflation du nombre de morts (jusqu'à 325 manifestants tués), des dizaines jetés à la Seine et noyés, près de 12 000 arrêtés etc.

Les auteurs de ces livres jouent sur les dates car ils ajoutent aux morts « avérés » du 17 octobre, ceux des jours précédents, ce qui n'a aucun rapport avec la manifestation et sa répression. Ces auteurs additionnent ainsi les décès postérieurs au 17 octobre, sans chercher à voir s'ils sont la conséquence de blessures reçues ce jour-là ou d'autres causes.

Pour eux, tout Algérien mort de mort violente durant le mois d'octobre est une victime de la répression policière. Ils parlent aussi de cimetières clandestins et de charniers dont nulle trace n'a jamais été retrouvée[2].

Autre élément du dossier, les « noyades »[3] dans la Seine dont nous savons qu'elles furent « inventées » postérieurement à la manifestation, le 31 octobre, dans un tract du FLN repris et

popularisé par le parti communiste qui en fit une « vérité » devenue histoire officielle.

Tout repose en effet sur des chiffres gonflés ou manipulés et sur des cadavres inventés. Dans une inflation du nombre des morts, les amis du FLN algérien et les « porteurs de valises » communistes ont ainsi joué sur les dates, additionnant les morts antérieurs et postérieurs au 17 octobre. Pour eux, tout Nord Africain mort de mort violente durant le mois d'octobre 1961 est forcément une victime de la répression policière...Même les victimes des accidents de la circulation, comme un certain Abdelkader Benhamar...

Il est possible d'affirmer cela sans crainte d'être démenti car :

- En 1998, le Premier ministre de l'époque, le socialiste Lionel Jospin, constitua une commission présidée par le conseiller d'Etat Dieudonné Mandelkern qu'il chargea de faire la lumière sur ces événements. Fondé sur l'ouverture d'archives jusque là fermées, le rapport remis par cette commission fit litière des accusations portées contre la police française[4]. Or, ce rapport consultable sur le net n'a visiblement pas été lu par ceux qui continuent à accuser la police française.

- En 1999, Jean-Paul Brunet, universitaire spécialiste de la période, publia un livre extrêmement documenté qui démontait la thèse du « massacre » du 17 octobre (*Brunet, J-P., Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961. Paris*).

- En 2003, le même Jean-Paul Brunet publia un nouveau livre (Charonne, lumière sur une tragédie. Paris) dans lequel il démontrait que le prétendu « rapport de police » faisant état de 140 morts le 17 octobre, document qui sert de point de départ à J.L Einaudi, auteur du livre sur lequel repose toute la manipulation (*Octobre 1961, un massacre à Paris*), n'a jamais existé.

Reprenant la liste des morts donnée par Einaudi, il montre également que la majorité des décès remonte à des dates antérieures à la manifestation du 17 octobre et il prouve que ce dernier a manipulé les chiffres, additionnant les cadavres non identifiés reçus à l'Institut Médico-Légal au nombre des disparus et même (!!!) à celui des Algériens transférés administrativement en Algérie après qu'ils eurent été arrêtés le 17 octobre. Il montre enfin qu'Einaudi a compté plusieurs fois les mêmes individus dont il orthographe différemment les noms...

Quel est donc le vrai bilan de cette manifestation ?

- Le 17 octobre 1961, alors que se déroulait dans Paris un soi-disant massacre, l'Institut Médico-Légal (la Morgue), n'a enregistré aucune entrée de corps de « NA » (NA= Nord-Africain dans la terminologie de l'époque).

- Le 17 octobre 1961, de 19h30 à 23 heures, il n'y eut qu'une seule victime dans le périmètre de la manifestation et ce ne fut pas un Algérien, mais un Français nommé Guy Chevallier, tué vers 21h devant le cinéma REX, crâne fracassé. Par qui ?

- En dehors du périmètre de la manifestation, « seuls » 2 morts furent à déplorer, Abdelkader Déroutes tué par balle et retrouvé à Puteaux et Lamara Achenoune tué par balle et étranglé, gisant dans une camionnette, également à Puteaux. Rien ne permet de dire qu'ils furent tués par les forces de l'ordre.

Le 18 octobre, à 04 heures du matin, le bilan qui parvint à Maurice Legay le directeur général de la police parisienne fut donc de 3 morts. Nous sommes donc loin des dizaines de morts et de « noyés » auxquels l'actuel occupant de l'Elysée a rendu hommage !!!

Certes, nous dit-on, mais les cadavres ont été déposés à la morgue les jours suivants. Faux, car ce n'est pas ce qu'indiquent les archives de l'Institut Médico-Légal de Paris puisque, entre le 18 et le 21 octobre, « seuls » 4 cadavres de « NA » furent admis à la Morgue :

- Le 18 octobre, Achour Belkacem tué par un policier invoquant la légitime défense et Abdelkader Benhamar mort dans un accident de la circulation à Colombes.

- Le 20 octobre, Amar Malek tué par balles par un gendarme.

- Le 21 octobre Ramdane Mehani, mort dans des circonstances inconnues.

Nous voilà donc bien loin des 100, 200 ou même 300 morts « victimes de la répression » avancés par certains et pour lesquels M. François Hollande a en son temps reconnu la responsabilité de la France.

D'autant plus que le « Graphique des entrées de corps « N.A » (Nord-africains) par jour. Octobre 1961 », nous apprend que du 1^{er} au 30 octobre 1961, sur les 90 corps de « NA », sont entrés à l'Institut Médico-Légal, la plupart étaient des victimes du FLN.

Plus encore, pour toute l'année 1961, 308 cadavres de « N.A » entrèrent à l'IML. Or, la plupart étaient des victimes de la guerre inexpiable que le FLN menait contre ses opposants partisans de l'Algérie française ou du MNA de Messali Hadj. Ainsi, au mois d'octobre 1961, sur les 34 cadavres de « N.A » retirés de la Seine ou de la Marne, notamment aux barrages de Suresnes et de Bezons puis conduits à l'IML, la quasi-totalité étaient des victimes du FLN (harkis, partisans de la France, membres du MNA) dont une des méthodes d'assassinat consistait à noyer ses opposants. La police française n'est pour rien dans ces noyades.

Les « massacres » du 17 octobre 1961 seront étudiés dans l'avenir comme un cas exemplaire de fabrication d'un mythe ; comme Katyn et le massacre des officiers polonais attribué aux Allemands et en réalité perpétré par les Soviétiques, Timosoara en Roumanie, les « couveuses » au Koweït ou encore comme les « armes de destruction massive » en Irak.

Bernard LUGAN

[*L'Afrique Réelle*](#)

19 octobre 2025

.

Pour en savoir plus :

- Brunet, J-P., (1999) Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961.Paris.

- Brunet, J-P., (2002) « Enquête sur la nuit du 17 octobre 1961 ». Les Collections de l'Histoire, hors série n°15, mars 2002.

- Brunet, J-P., (2003) Charonne, lumière sur une tragédie. Paris.

- Brunet, J-P., (2008) « Sur la méthodologie et la déontologie de l'historien. Retour sur le 17

octobre 1961 ». Commentaire, vol 31, n°122, été 2008.

- Brunet, J-P., (2011) « Combien y a-t-il eu de morts lors du drame du 17 octobre 1961 ? ». Atlantico, 17 octobre 2011.

- Einaudi, J-L., (1991) La Bataille de Paris :17 octobre 1961.

- Einaudi, J.-L (2001) Octobre 1961, un massacre à Paris. Paris

- House, J et MacMaster,N., (2008) Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat et la mémoire.

- Lugan, B., (2017) « 17 octobre 1961, un massacre imaginaire ». Chapitre IX du livre « Algérie l'Histoire à l'endroit ». Chez l'auteur www.bernard-lugan.com.

- Valat, R., (2007) Les Calots bleus. Histoire d'une police auxiliaire pendant la Guerre d'Algérie. Paris.

- Valat, R., (2009) « La force police auxiliaire : une historiographie sous influence ? Réponse de l'auteur aux critiques formulées contre son ouvrage Les Calots bleus et la bataille de Paris. Une force police auxiliaire pendant la guerre d'Algérie. En ligne, 13 pages.

- Valette, J., (2001) La guerre d'Algérie des messalistes. Paris.

[1] Comme l'a montré Jean-Luc Brunet (2008) rarement un livre à prétention scientifique et écrit par des universitaires aura à ce point dérogé aux règles élémentaires de la déontologie historique.

[2] Des insinuations assassines sont faites à la manière de Benjamin Stora dans un entretien au Nouvel Observateur (Grand reporters.com janvier 2003) quand il cite Omar Boudaoud, un des responsables de la manifestation du 17 octobre 1961 qui parle de « pendaisons dans le Bois de Vincennes et (d') une Seine remplie de cadavres ». Benjamin Stora ne fait certes que reprendre des déclarations qu'il n'assume pas, mais qu'il ne rectifie pas non plus...

3] Du 1° au 31 octobre 1961, sur 90 cadavres de « N.A » (Nord-africains selon la terminologie de l'époque), conduits à l'Institut Médico Légal, 34 furent retirés de la Seine ou de la Marne, notamment aux barrages de Suresnes et de Bezons. Les enquêtes policières ont montré qu'il s'agissait pour la plupart de meurtres commis par le FLN.

[4] « Rapport sur les archives de la Préfecture de police relatives à la manifestation organisée par le FLN le 17 octobre 1961 ». Rapport établi à la demande du Premier ministre, M. Lionel Jospin et remis au mois de janvier 1998 par M. Dieudonné Mandelkern président de section au Conseil d'Etat, président ; M. André Wiehn, Inspecteur général de l'administration ; Mme Mireille Jean, Conservateur aux Archives nationales ; M. Werner Gagneron, Inspecteur de l'administration. En ligne.

Economie : Anticiper la désindustrialisation

Category: 2020-2030,Actualités,Armement
23 octobre 2025



[Rapport]

Anticiper la désindustrialisation : un indice pour anticiper la désindustrialisation et réarmer l'intelligence économique territoriale

Face à une désindustrialisation persistante, le Centre de recherche appliquée de l'EGE propose un indice multicritère de risque pour détecter en amont les vulnérabilités industrielles. Une approche innovante d'intelligence économique au service de la puissance économique.

Désindustrialisation : un nouvel outil indispensable pour l'anticiper et l'éviter

Depuis trente ans, la France décroche. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 17 % à 10 % entre 1995 et 2024, accompagnée de la perte de deux millions d'emplois (source : CR451, 2025). Malgré les signaux de reprise portés par France 2030, la dynamique globale reste fragile. Le CR451, centre de recherche appliquée de l'École de Guerre Économique, estime que les outils d'évaluation actuels, essentiellement descriptifs et « post mortem », sont inadaptés à l'anticipation des décrochages industriels.

Pour remédier à cette cécité stratégique, le CR451 développe un indice de risque de désindustrialisation, combinant neuf critères clé : positionnement stratégique, vulnérabilité technologique, politiques publiques, santé financière, fiscalité, gouvernance, emploi, ancrage territorial et image de marque.

Cette approche systémique vise à identifier les entreprises à risque avant qu'il ne soit trop tard — et à permettre une mobilisation coordonnée des acteurs concernés (État, collectivités, syndicats, investisseurs, experts, citoyens engagés).

Études de cas sur dix entreprises emblématiques représentatives des enjeux industriels actuels

La première phase d'analyse porte sur dix groupes industriels emblématiques : Alstom, Arkema, ArcelorMittal, Danone, Michelin, Renault, Sanofi, Seb, Schneider Electric, Valeo. L'objectif est d'identifier leurs fragilités structurelles sur la base d'un diagnostic multicritère. Ce travail préfigure un projet de mise en place d'un Observatoire national du risque de désindustrialisation, à horizon 2026.

Un indice de vigilance proactive et d'anticipation pour agir

Cet indice, dans sa conception, relève d'un changement de paradigme. Il rompt avec une logique d'intervention a posteriori pour inscrire la réindustrialisation dans une stratégie préventive. L'outil est aussi pensé comme un support d'aide à la décision pour les ministères concernés — Économie, Industrie, Transition écologique, Cohésion des territoires, Recherche. Il permettrait une meilleure allocation des aides publiques et une priorisation des actions en fonction de la criticité des signaux détectés.

Mais l'enjeu dépasse la simple planification industrielle. Il s'agit de réarmer la capacité française d'alerte face aux logiques de « désancrage » territorial, de délocalisation ou de fermeture et de dépendance stratégique. L'indice proposé devient ainsi un instrument d'intelligence économique, capable d'éclairer les rapports de force en amont, de détecter les fragilités d'un tissu productif et d'en informer les parties prenantes.

Le cas de Renault, qui a connu plusieurs vagues de restructuration, ou celui de Sanofi, régulièrement interpellé sur la relocalisation pharmaceutique, illustrent à quel point l'absence d'anticipation peut fragiliser la souveraineté industrielle. Dans ces situations, les signaux faibles — changement d'actionnaire, réduction de la R&D locale, cessions d'usines — étaient souvent visibles, mais n'ont pas déclenché de réponse coordonnée.

En lançant ce projet, le CR451 propose une lecture stratégique du risque industriel, croisant données économiques, signaux d'alerte et analyse des dynamiques territoriales. Il invite à une forme d'« hygiène de l'anticipation stratégique » face à la désindustrialisation, où l'information devient un levier d'action collective.

Malgré les discours volontaristes, la désindustrialisation risque fort de se poursuivre. Nous sommes là pour alerter et fournir des outils d'analyse concrets.

Élargissement de l'analyse à la rentrée 2025

À la rentrée 2025, le panel d'entreprises évaluées sera élargi et l'outil rendu davantage accessible aux acteurs économiques. Il pourrait alors devenir une référence dans les politiques de compétitivité, à l'instar des baromètres technologiques ou ESG. En France comme à Bruxelles, la désindustrialisation ne peut plus être traitée comme un simple symptôme économique : c'est un indicateur de vulnérabilité stratégique.

L'intégralité du rapport est accessible sur [le site du CR451](#). Il est également présenté, avec ses études de cas, dans plusieurs vidéos disponibles sur la [chaîne YouTube du CR451](#).

Arnaud de MORGNY,

Directeur-adjoint du CR451,

[Centre de recherche appliquée de l'École de Guerre Économique](#)

16 juillet 2025

Guerre en Ukraine : Une nouvelle rencontre Trump-Poutine se dessine en Hongrie

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Europe de l'Est,Géopolitique
23 octobre 2025



Jeudi 16 octobre dans la soirée, l'agence TASS relayait les propos de la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, sur Fox News : les deux présidents Donald Trump et Vladimir Poutine venaient de s'entretenir au téléphone pendant deux heures et demie. « *Ce fut un appel fructueux et productif* », disait-elle donc. Les dirigeants « *ont abordé de nombreux sujets* » (1).

Cette huitième conversation directe s'est tenue la veille de la rencontre à Washington entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump ce 17 octobre.

La presse américaine comme européenne, très occupée par la livraison possible de missiles américains longue portée Tomahawk à l'Ukraine, évoquait un « *sommet surprise* » (*Le Monde*). En Europe, la BBC rappelait « *que Donald Trump avait adopté "une ligne beaucoup plus dure envers Poutine sur la guerre en Ukraine" depuis le sommet en Alaska, promettant même un soutien renforcé à l'Ukraine, à la grande satisfaction des alliés de Kiev* ». De son côté, le *Guardian* remarquait que « *le ton conciliant de Trump après l'appel avec Poutine laisse planer le doute sur la probabilité d'une aide immédiate à l'Ukraine et ravive les craintes européennes d'une capitulation américaine face à Moscou* ». Ce que relève aussi le *New York Times* en notant que le président américain avait « *brusquement* » changé de position (2) - d'autant que les deux hommes ont prévu de se rencontrer dans les quinze jours en Europe, plus précisément en Hongrie, à Budapest, chez Victor Orban.

Faut-il être surpris ? Pas vraiment, pourtant.

D'abord parce que Donald Trump lui-même avait admis la limite de l'exercice, quant aux Tomahawks, ce que rapportait ZeroHedge le 8 octobre (3) : « *“J'ai en quelque sorte pris une décision”* », a déclaré Trump lorsque les journalistes lui ont demandé s'il avait pris une décision définitive. La réponse supplémentaire suivante est une mauvaise nouvelle pour les faucons, mais une bonne nouvelle pour les colombes qui souhaitent voir une désescalade de la guerre par procuration : « *“Je suppose que je vais devoir leur demander où ils les envoient. Je poserai quelques questions. **Je ne souhaite pas voir une escalade**”* », déclarait-il. A Moscou, l'adjoint de Sergueï Lavrov, Sergueï Riabkov, remarquait dans le même temps que « *le transfert de missiles de croisière Tomahawk à l'Ukraine modifierait considérablement la situation, mais ne changerait pas les objectifs de l'opération militaire spéciale menée par Moscou* » (4). Donald Trump a, durant la conversation du 16 octobre, évoqué la question des Tomahawks.

Ce à quoi, selon le compte-rendu donné sur le site du Kremlin (5), Vladimir Poutine a répondu sans ambages, « **que les Tomahawks ne changeraient pas la situation sur le champ de bataille**, mais qu'ils porteraient gravement atteinte aux relations entre nos pays, sans parler des perspectives d'un règlement pacifique ».

Du côté américain, Donald Trump exprimait sa satisfaction d'avoir tenu une conversation « *productive* » sur son réseau Truth Social (6). Félicité par V. Poutine pour « *la grande réussite que représente la paix au Moyen-Orient* », il pense que ce succès « *facilitera nos négociations visant à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine* ». Et il ajoute, préoccupation qu'il a en commun avec le président russe : « *Nous avons également passé beaucoup de temps à discuter du commerce entre la Russie et les États-Unis une fois la guerre avec l'Ukraine terminée* ». Ce que, nous l'avons relevé ici il y a peu de temps en rendant compte de la réunion à Sotchi du club Valdai, début octobre. Certes, il est naturel que les Etats-Unis défendent leurs intérêts, disait Vladimir Poutine. « *Mais alors, si vous me permettez, la Russie se réserve également le droit d'être guidée par ses intérêts nationaux. L'un d'entre eux, soit dit en passant, est le rétablissement de relations à part entière avec les États-Unis* » (7).

N'oublions pas les besoins américains en terres et métaux rares - quand la Chine impose des restrictions sur ses exportations. Selon le *Temps* helvétique, (8) « *le gouvernement américain a appelé mercredi à faire front commun contre les restrictions mises en place par Pékin sur les exportations de terres rares, essentielles à l'économie mondiale, assurant que «c'est la Chine contre le reste du monde»*. «*Nous n'allons pas laisser un groupe de bureaucrates à Pékin tenter de contrôler les chaînes de production mondiales*», a dit le ministre des Finances Scott Bessent, lors d'une rare conférence de presse organisée au sein du ministère par le Trésor, à quelques pas de la Maison-Blanche ». N'oublions pas non plus la proposition russe d'exploitation en commun avec les Américains de ses propres immenses réserves - affaire évoquée par exemple au Forum de Saint-Pétersbourg en juin dernier. Comme l'intérêt que portent les entreprises américaines au marché russe.

Même si amener les deux parties à un accord est difficile, ce que reconnaît le vice-président américain JD Vance, qui constate un « *désalignement fondamental des attentes* » entre les deux camps, (le *Figaro* live du 17 octobre, 13 h23), l'intérêt russo-américain n'est pas à l'escalade.

Qu'est-ce qui gêne Donald Trump que ses oscillations rendent peu lisible pour ses observateurs ?

C'est, nous l'avons remarqué ici, la situation dans son propre pays, où néoconservateurs, regroupés au Sénat, Républicains et Démocrates réunis autour, par exemple, de Lindsey Graham, veulent la poursuite de la guerre en Ukraine - et donc une escalade avec Moscou. Ce que dénonce un membre républicain de la chambre des Représentants, Anna Paulina Luna (Floride) :

« Les faucons de l'OTAN et les néoconservateurs ici aux États-Unis aimeraient continuer à massacrer la jeunesse des deux nations », a-t-elle écrit sur X, en référence au conflit ukrainien », relevait l'agence TASS le 16 octobre (9). « Je reproche en partie au Royaume-Uni de ne même pas avoir autorisé la tenue de pourparlers de paix », disait-elle le 10 octobre dernier, certainement en faisant allusion à Boris Johnson conjurant au début du conflit Volodimir Zelensky de refuser l'accord de paix proposé par les Russes. Ajoutant : « Ma critique de la guerre en Ukraine ne vise pas le peuple ukrainien, mais directement Zelensky. Il a subi des pressions de la part du gouvernement britannique pour ne pas accepter un accord de paix il y a plus de deux ans ». Affirmant « que le régime de Kiev se battait désormais pour « les intérêts de gouvernements étrangers ». Et que pour sa part, « Luna a déclaré qu'elle attendait l'occasion de mener une délégation de législateurs américains pour rencontrer des membres de l'Assemblée fédérale russe. Elle n'a pas précisé quand la réunion devait avoir lieu. La députée s'est dite convaincue que le président américain Donald Trump était déterminé à résoudre le conflit en Ukraine et à rétablir les relations avec la Russie ».

C'est peut-être chez lui que Donald Trump a le plus de mal à imposer ses vues. Ce que Vladimir Poutine ne peut pas ignorer quand une partie de l'Europe - dont la France, la Grande-Bretagne de Keir Starmer et l'Allemagne de Friedrich Merz - fait partie des « faucons de l'OTAN » avec les pays Baltes et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Au contraire du hongrois Victor Orban, qui tient contre vents et marées pour une paix négociée, depuis le début de la guerre. Et qui prépare, avec Marco Rubio et Sergueï Lavrov, la rencontre Trump-Poutine à venir sur ses terres - le premier voyage en Europe de Vladimir Poutine depuis 2021.

Rien de simple, confirme le *Guardian* (10) : « Le porte-parole du Kremlin, Dimitri Peskov, a déclaré aux journalistes que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, devraient s'appeler et organiser une réunion afin de régler de nombreuses questions préalables au sommet. « Il y a beaucoup de questions à régler, les équipes de négociation doivent être constituées, etc. Tout se fera donc par étapes, mais la volonté des présidents est bien là », a déclaré M. Peskov vendredi. « (Le sommet) pourrait effectivement avoir lieu dans deux semaines ou un peu plus tard. Tout le monde s'accorde à dire qu'il ne faut rien remettre à plus tard ».

A l'heure où nous écrivons, la rencontre de Donald Trump avec Volodimir Zelensky n'a pas encore eu lieu. On sait peu de choses sur la situation réelle du président ukrainien dans son propre pays - sauf que, soutenu par les faucons européens, néoconservateurs compris, il ne vient pas chercher la paix à Washington. La suite ?

La main est à Donald Trump.

Hélène NOUAILLE

[La lettre de Léosthène](#)

Image créée par IA

Infographie :

Cibles potentielles des Tomahawks en Russie (source Institute for Study of War)

<https://cms.zerohedge.com/s3/files/inline-images/tomahwkreach.jpg?itok=bc6QXenJ>

Notes :

(1) TASS, le 16 octobre 2025, *Trump, Putin hold productive call — White House*

<https://tass.com/world/2031091>

(2) *Courrier International*, le 17 octobre 2025, *Un nouveau sommet Trump-Poutine “dans les deux prochaines semaines”*

https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-guerre-en-ukraine-nouveau-sommet-trump-poutine-dans-les-deux-prochaines-semaines_236401

(3) ZeroHedge, le 8 octobre 2025, Tyler Durden, *Watch : Trump ‘Sort Of Made A Decision’ On Tomahawks To Ukraine*

<https://www.zerohedge.com/geopolitical/watch-trump-sort-made-decision-giving-tomahawks-ukraine>

(4) TASS, le 8 octobre 2025, *Senior Russian diplomat evaluates Alaska summit outcome, Tomahawk issue*

<https://tass.com/politics/2026641>

(5) Kremlin.ru, le 16 octobre 2025, *Commentary by Aide to the President of Russia Yury Ushakov following a telephone conversation between Vladimir Putin and President of the United States Donald Trump*

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/78237>

Le détail de la conversation par RT en français : *Donald Trump annonce une rencontre avec Vladimir Poutine à Budapest*

<https://français.rt.com/russie/126418-vladimir-poutine-donald-trump-conversation-telephonique>

(6) Truth Social, le 16 octobre 2025, Donald Trump au sortir de sa conversation avec Vladimir Poutine

<https://truthsocial.com/@realDonaldTrump/posts/115384956858741387>

(7) Voir Léosthène n° 1938 du 4 octobre 2025, *Poutine au club Valdaï : les Etats-Unis d’abord*

(8) *Le Temps*/AFP, le 15 octobre 2025, « *C’est la Chine contre le reste du monde* »: *Washington appelle le monde à dénoncer la manœuvre de Pékin sur les terres rares*

<https://www.letemps.ch/economie/c-est-la-chine-contre-le-reste-du-monde-washington-appelle-le-monde-a-denoncer-la-manoeuvre-de-pek-in-sur-les-terres-rares>

(9) TASS, le 16 octobre 2025, *US ‘neocons’ want Ukraine conflict to continue, congresswoman says*

<https://tass.com/world/2031163>

(10) *The Guardian*, Minute by minute, le 17 octobre 2025, Sarah Haque

https://www.theguardian.com/world/live/2025/oct/17/viktor-orban-vladimir-putin-volodymyr-zelenskyy-donald-trump-europe-latest-news-updates-russia-ukraine-war?CMP=share_btn_url&page=with%3Ablock-68f2111e8f080b32d591debe#block-68f2111e8f080b32d591debe

Vidéo : Trump faiseur de paix à Gaza ?

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Global
23 octobre 2025



Dans cette émission, Alain Juillet et Claude Medori analysent le plan proposé par le Président Trump pour régler le conflit entre Israël et le Hamas à Gaza. Alors que nous commémorons cette semaine les 2 ans de l'attaque du 7 octobre, un vent d'espoir souffle sur la libération des otages israéliens et sur la construction d'une paix durable dans la région.

Date de mise en ligne : 10/10/2025

Durée : 00:43:59

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

[Il y a 23 ans, disparaissait Paul Paillole, figure majeure des Services spéciaux français](#)

Category: 1935-1940,1940 : Invasion de la France,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,Biographies,Colonel Paul Paillole,Contre-espionnage,Historique de l'AASSDN,Hommages et discours,Mémoire vivante,Services français,Travaux ruraux

23 octobre 2025



Le 15 octobre 2002 s'éteignait à Paris le colonel Paul Paillole, figure majeure des services de contre-espionnage durant la deuxième guerre mondiale. Vingt-trois ans après sa mort, son parcours reste un témoignage essentiel et un héritage toujours vivant des services spéciaux français.

À travers ses ouvrages (*Services spéciaux 1935-1945*, *Notre espion chez Hitler*, *L'homme des services secrets*) et par la création de l'AASSDN, Paul Paillole a contribué à expliquer l'action

historique des Services spéciaux entre 1935 et 1945, à entretenir la mémoire de ses agents morts pour la France et à rendre hommage à leur action.

EN SAVOIR PLUS

Revoir l'entretien de Paul Paillole chez Bernard Pivot en 1995, où il apportait un éclairage sur le rôle des Services spéciaux français durant la deuxième guerre mondiale.

Voir la vidéo sur [Youtube](#)

Voir des documents biographiques de l'AASSDN sur son parcours :
[une vie au contre-espionnage par JC Petermann](#)



Nouvelle revue “Services Spéciaux” : Défendre la souveraineté : le combat de notre avenir

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Revue Services Spéciaux (AASSDN),Souveraineté
23 octobre 2025

BULLETIN DE L'AMICALE DES ANCIENS
DES SERVICES SPÉCIAUX DE LA DÉFENSE NATIONALE

N° 272 septembre 2025
aassdn.org
Prix 6 €

SERVICES SPÉCIAUX



SOU ve rai neté

MÉMOIRE VIVANTE
LES FUSILLÉS D'ARMENTIÈRES

SOUVERAINETÉ NATIONALE
BUDGET DES ARMÉES : QUAND
VA-T-ON SE DÉCIDER À DÉCIDER ?

COMMUNAUTÉ DU RENSEIGNEMENT
DE L'OMBRE À LA LUMIÈRE :
UN SIÈCLE D'ENQUÊTES ET
DE RENSEIGNEMENT DOUANIER

CULTURE HISTORIQUE
LE DRAME DES HARKIS

La revue de rentrée de l'AASSDN paraît alors que l'Europe découvre la réalité d'une Amérique qui impose sa vision manichéenne du monde tant pour la paix que pour l'économie. L'Union européenne qui a laissé passer sa chance alors qu'elle était globalement la première économie du monde et une puissance géopolitique majeure se retrouve marginalisée et étale son impuissance. Les déclarations volontaristes de nos dirigeants ne sont plus que des paroles qui s'envolent dans le vent d'un monde qui change car le vrai pouvoir est dorénavant ailleurs.

Pour faire face à cette situation notre pays doit mettre toute son énergie pour s'adapter à ce qui a toujours fait sa force : l'affirmation de sa souveraineté et des valeurs qu'il a sans cesse cultivées.

Dans les années 60, le général de Gaulle s'en était servi pour affirmer notre spécificité et c'est

dorénavant le devoir de tous d'y contribuer pour construire l'avenir de nos enfants. Les membres actifs de l'AASSDN, fonctionnaires civils ou militaires ont servi leur pays, quelle que soit la couleur politique des dirigeants de l'époque, car ils travaillaient pour la France éternelle et ce qu'elle représente. Aujourd'hui nous devons être des ambassadeurs de ces valeurs auprès de nos concitoyens de tous âges, qui les ont oubliées sous la pression des modes, du laxisme ambiant, et des idées venues d'ailleurs.

Voyant nos principes malmenés pour des motifs divers, nous avons le devoir de contribuer à faire connaître les analyses de nos camarades de tous bords. Dans nos métiers, nous avons appris à ne pas faire confiance à l'idée qu'on impose, cette pensée unique issue de l'influence, qui nous éloigne de la vérité. Il faut savoir regarder le dessous des cartes. A côté de notre devoir de mémoire, c'est le but de cette revue et son seul objectif à travers des articles factuels et documentés.

L'été a vu disparaître deux figures de notre monde de l'ombre. Le colonel Grué, ancien Directeur du renseignement du SDECE et combattant d'exception qui avait si bien écrit sur son long séjour comme prisonnier dans le camp n°1 des vietminhs. Vous découvrirez que ce légionnaire, par son humilité, sa ténacité, et son esprit d'ouverture, était un exemple pour nous tous. Eric Denécé, que nous avons accueilli au Congrès de Bon-Encontre, était un des meilleurs connaisseurs du renseignement sur lequel il avait écrit près de 30 livres. Disposant d'un réseau international impressionnant, il savait beaucoup de choses et n'avait pas peur de les écrire. C'est sans doute de ce côté-là qu'il faut chercher les raisons de sa disparition brutale.

Après le numéro spécial de 2025 sur la désinformation, nous commençons à mettre en chantier le numéro spécial qui sortira pour le Congrès de Granville. Le thème choisi, pour intéresser tout le monde, est l'influence mondiale, une ambition française. Nous y parlerons également de l'homme du renseignement que nous souhaitons mettre en valeur. Après André Sérot ce sera le colonel Fille Lambie, dit Morlanne, qui fut, entre autres réussites, le créateur du Service Action. Si nos moyens le permettent, nous voudrions faire un film sur lui, comme nous l'avons fait pour d'autres ; mais cela coûte cher

Vous avez tous accueilli avec des commentaires élogieux notre revue mais vous vous doutez qu'elle a un surcoût par rapport à l'ancien bulletin. Vous avez également apprécié notre film mémoriel sur le colonel Sérot qui représente un lourd investissement. C'est pourquoi, au-delà des cotisations, nous avons besoin de dons, qui sont partiellement déductibles des impôts, par des membres ou des amis, et recherchons des partenaires, pour des pages de publicité, afin de continuer à financer ces projets.

Je compte sur chacun de vous et vous souhaite une excellente lecture.

Alain JUILLET
Président de l'AASSDN

Extrait de la revue et sommaire

[Télécharger l'extrait du numéro 272 de septembre 2025](#)
[Voir le sommaire](#)

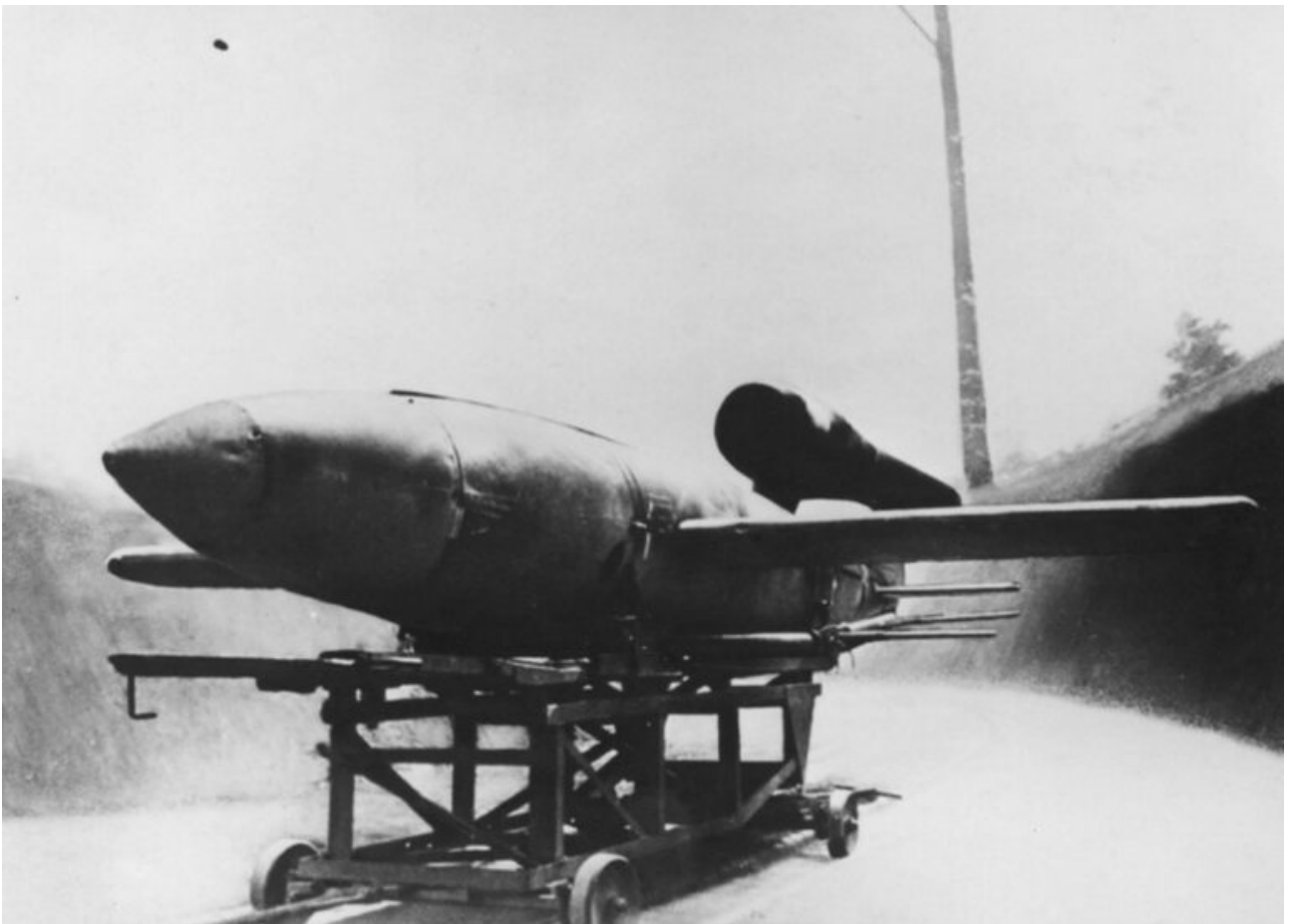
[Acheter le numéro](#)

[Abonnement annuel](#)

1944 : la « bombe volante » d'Hitler ou la naissance du drone de combat

Category: 1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Armement,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Mémoire vivante,Technologies

23 octobre 2025



Le 13 juin 1944, un étrange nouvel avion apparut dans le ciel anglais. Alors que la Royal Air

Force était habituée à effectuer des vols d'urgence pour intercepter les chasseurs et bombardiers allemands en provenance d'Europe continentale, cette nouvelle menace était différente. Il était sans pilote. Décrit par des observateurs perplexes comme un « avion sans pilote », il était équipé d'ailes, d'un réacteur et d'une ogive qui provoquait des dégâts explosifs considérables à l'impact. Son moteur s'est arrêté en plein vol peu avant de s'écraser sur ses cibles. Il était autoguidé. Il s'agissait du Fieseler Fi 103, ou Vergeltungswaffe 1, plus connu sous le nom de « bombe volante » V-1, souvent qualifié de premier missile de croisière. Mais le V-1 pourrait plus précisément être décrit, dans la nomenclature actuelle, comme un véhicule aérien sans pilote (UAV) – et plus précisément, comme le premier drone suicide.

Comme les drones actuels, le V-1 était peu coûteux à fabriquer et simple à assembler. Son prix abordable, ainsi que les dégâts et la terreur qu'il pouvait infliger, expliquent pourquoi le Troisième Reich a choisi d'investir dans sa production alors que la guerre s'éternisait. La pénurie de main-d'œuvre, une économie sous pression, croulant sous les coûts de la guerre, et une baisse générale du moral de la population civile affaiblissaient la capacité de l'Allemagne à soutenir son effort de guerre. Adolf Hitler espérait que le V-1 se révélerait une véritable Wunderwaffe, ou « arme miracle », capable de renverser la situation face aux Alliés et de remporter une victoire rapide.

Une arme en avance sur son temps Le V-1 était sophistiqué pour son époque. Il était préprogrammé pour trouver sa cible et pouvait corriger sa trajectoire automatiquement. Un système de pilotage automatique avancé, réglé avant le lancement, permettait de programmer la portée, l'altitude et même les conditions de vent auxquelles il devait s'adapter, selon le Deutsches Museum allemand. L'avion pouvait ajuster sa trajectoire en vol grâce à un altimètre barométrique, un compas magnétique et un gyroscope intégrés. Un télémètre, entraîné par son hélice, l'aidait à atteindre sa cible. Le V-1 était équipé d'une ogive de 820 kg et se déplaçait à une vitesse pouvant atteindre 640 km/h. Surnommé « bombe bourdonnante », il était tristement célèbre pour son bourdonnement, qui devenait ensuite mortellement silencieux avant l'impact. Il lui fallait entre 15 et 30 minutes pour atteindre une cible. Une seule explosion pouvait raser des bâtiments et tuer des centaines de personnes d'un coup. Outre son autonomie, le V-1 présentait d'autres similitudes avec les drones actuels. Comme plusieurs variantes de drones modernes, dont le Kratos XQ-58A Valkyrie, le V-1 pouvait être lancé via une rampe inclinée. Comme c'est souvent le cas dans la guerre moderne des drones, il était déployé en essais. De même, comme beaucoup de drones actuels, les V-1 pouvaient être lancés depuis d'autres avions en vol. Selon la chaîne d'information Norddeutscher Rundfunk, des centaines de V-1 ont été lancés avec succès depuis des bombardiers Heinkel 111 pendant la guerre.

(...)

Lire la suite dans *Military Times*

Zita BALLINGER FLETCHER

Publié sur *Military Times*

26 septembre 2025

Zita Ballinger Fletcher a précédemment été rédactrice en chef des magazines Military History Quarterly et Vietnam, et historienne à la Drug Enforcement Administration (DEA) américaine. Elle est titulaire d'une maîtrise en histoire militaire avec mention.

Légende photo : Gros plan sur la « bombe volante » V-1 utilisée par l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Son ogive contenait plus de 820 kg d'explosifs. (Archives d'État polonaises)

Vidéo : Hommage à Paulette Duhalde engagée dès 1941

Category: 1940-1942,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Hommages et discours,Videos historiques

23 octobre 2025



Paulette Duhalde (1921-1945), jeune employée de banque à Flers, s'engage dès 1941 dans le réseau de résistance « Jeanne », lié aux services spéciaux britanniques. Sous le pseudonyme «

Jojo », elle assure des missions de liaison et de transmission essentielles au renseignement : acheminement de courriers, collecte d'informations, contacts avec des agents opérant à Caen, Alençon et Paris. Son action contribue directement au travail de contre-espionnage mené contre l'occupant allemand. Arrêtée par la Gestapo en décembre 1942 à la suite d'une trahison, elle est incarcérée à Fresnes, puis condamnée à cinq ans de forteresse par un tribunal militaire allemand.

Déportée en 1944, d'abord à Aix-la-Chapelle puis à Cottbus, elle est finalement transférée au camp de Ravensbrück. Elle y meurt d'épuisement le 23 avril 1945, quelques jours avant la libération. À titre posthume, la France lui décerne la Légion d'honneur, la Croix de guerre avec palmes et la Médaille de la Résistance. Son nom demeure associé aux femmes et hommes des services spéciaux qui, dans l'ombre, ont risqué et sacrifié leur vie pour entraver le renseignement ennemi et défendre la souveraineté nationale.

Mémoire vivante : Hommage aux **« Merlinettes »**

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités
23 octobre 2025



Hommage aux « Merlinettes » à Jouac en Limousin
Le 1^{er} juin 2025

Ce dimanche matin en plein bois, côtoyant une clairière où furent parachutées dans la nuit du 5 au 6 avril 1944 trois Merlinettes, sous-lieutenantes opératrices-radio du Corps Féminin des Transmissions d'Afrique du Nord : Marie Louise Cloarec, Pierrette Louin et Suzanne Mertzisen-Boitte, se sont rassemblés 70 patriotes et 14 drapeaux d'associations dont la FNP de la Creuse, de la Vienne et de la Haute-Vienne, venus s'incliner devant la stèle inaugurée à leur mémoire le 30 septembre 2017 par Jean-Georges Jaillot-Combela, neveu d'une autre Merlinette parachutée.



Elles seront arrêtées à la fin du mois d'avril 1944 à Paris où leur sœur d'armes Eugénie-Malika Djendi, parachutée au sud d'Orléans et arrêtée à l'atterrissage, les rejoindra dans la capitale.

Toutes les quatre seront déportées et exécutées dans le camp de Ravensbrück en Allemagne le 15 janvier 1945.

Etaient présents : les Maires de Jouac et de Saint-Léger-Magnazeix, le Délégué de *Libre Résistance SOE F* et la fille d'une Merlinette Huguette Colombeau.

Une gerbe fut déposée par la sous-préfète de Bellac, Mme Françoise Slinger-Cecotti, qui présidait la cérémonie,

Le général François Mermet, président d'honneur de l'Amicale, accompagné de Dominique Hennerick, vice-président de l'UNP et président de *Bagheera*, de M. Jean-Georges Jaillot-Combélas et de M. Hedy Belhassine déposa une gerbe au nom de notre Amicale.



Ensemble, nous n'oublierons jamais leur courage, leur exemple, leur abnégation et leur patriotisme.

Général François Mermet
Président d'honneur de l'AASSDN